

Cycles de séminaires en coopération entre Sciences Po – CERI et EDF R&D

Géopolitique de l'énergie

Energie et géopolitique : en évolution constante

Samuele Furfari, Commission Européenne, DG Energie et transport, Professeur à l'Université Libre de Bruxelles

13 mars 2015
Synthèse¹

1. L'Union pour l'Energie

La question énergétique est d'une telle complexité qu'il convient de l'envisager dans ses différentes facettes et d'éviter le manichéisme ambiant. La conférence de Messine de 1955, en affirmant la nécessité d'une Communauté Economique Européenne, a reconnu la nécessité de garantir une énergie abondante, bon marché et compétitive pour stimuler l'économie. Finalement l'Union de l'Energie, actuellement en discussion, reprend ces principes et se fonde sur 5 piliers. Le premier met l'accent sur la sécurité de l'approvisionnement. Faute de ressources abondantes en Europe, l'Union de l'Energie doit s'assurer qu'une quantité suffisante d'énergie converge vers l'Europe. Le 2^{ème} pilier vise à achever le marché intérieur du gaz et de l'électricité en investissant dans de nouvelles infrastructures. Le 3^{ème} pilier fixe l'efficacité énergétique comme priorité absolue afin de se libérer de la tutelle de certaines zones d'approvisionnement. Le 4^{ème} pilier souligne l'importance de l'économie bas carbone dans la perspective de la Conférence de Paris. Il aborde la place des ENR mais effleure à peine le rôle du nucléaire dans cette stratégie bas carbone. Enfin le 5^{ème} pilier mise sur le développement de la recherche et de la technologie pour garantir un monde durable basé sur la croissance, les emplois et la qualité de vie.

2. Un changement de paradigme

Pour la première fois dans l'histoire des crises pétrolières, le prix du pétrole chute. En outre, l'abondance des énergies fossiles dans le monde et la crise au Moyen Orient ont changé la donne énergétique mondiale. En termes géopolitiques, la Russie doit se repositionner, le Venezuela, les pays asiatiques, le Moyen Orient et une partie de l'Afrique doivent se recomposer car dans le même temps l'OPEC vacille. Pendant 40 ans, le paradigme du manque d'énergie a dominé. Aujourd'hui la situation est inversée. Il n'en demeure pas moins qu'environ 2,7 milliards d'individus cuisinent sans énergie convenable et qu'1,3 milliard n'ont pas accès à l'électricité. Pour que les pays émergents continuent de s'approcher du

¹ Le contenu de ce document n'engage que la responsabilité de son auteur.

niveau de vie des pays développés, un accroissement de la demande en énergie est à prévoir. Un taux de croissance de la demande d'énergie de 5% par an est ainsi attendu dans les prochaines années.

3. Un élément structurant : les zones économiques exclusives

Un des éléments structurants du développement des énergies repose sur la convention des Nations Unies concernant le droit de la mer qui établit les zones économiques exclusives (ZEE). Cette disposition stipule que tout Etat côtier peut décréter une zone économique exclusive à 200 milles marins de sa côte pour, entre autres, forer les roches sédimentaires des océans. Cette convention a changé la géographie du monde. La Méditerranée se répartit ainsi entre 21 Etats côtiers, y compris le Royaume Uni grâce à Gibraltar. La Crimée, annexée par la Russie, modifie la géopolitique des ZEE avec le gaz dans la Mer d'Azov. Les ressources sont certes limitées mais le gain d'espace et l'amélioration des technologies conduisent à rendre les réserves dynamiques. Ainsi aujourd'hui plus de la moitié des réserves se situent en dehors du Moyen Orient. Grâce aux ZEE, des pays comme le Mozambique, Israël, Chypre ou le Liban disposent de gisements gaziers et/ou pétroliers. Bien que la Norvège, la Russie, l'Algérie et la Libye restent les principaux fournisseurs de l'Europe, la découverte de nouveaux gisements gaziers ailleurs dans le monde va permettre à l'Europe de diversifier ses sources et, par le jeu de la concurrence, de se protéger des hausses des prix. Avec le développement des ZEE, une plateforme gazière européenne en mer Méditerranée pourrait devenir un « hub » important pour l'UE. La prospection en Méditerranée donne ainsi un pouvoir de négociation à l'Europe vis-à-vis de ses grands fournisseurs.

4. Les USA et le pétrole de roche mère

Le gaz de roche mère n'est pas nouveau aux USA. Ce qui est nouveau, c'est l'amélioration de la technique de production. Appliquée au pétrole, la fracturation hydraulique a provoqué un profond changement : les Etats-Unis n'ont plus besoin d'en importer. Une révolution identique est en cours au Canada. Avec la chute du prix du pétrole, les investissements ont ralenti mais la productivité par forage de pétrole et de gaz de roche mère connaît une augmentation exponentielle grâce au développement technologique. Si les investissements dans la prospection vont pâtir de la baisse du prix du pétrole, les puits vont continuer à produire.

5. Une nouvelle géopolitique ?

L'ensemble de ces facteurs conduit à une nouvelle géopolitique de l'énergie. Le Bureau des ressources énergétiques américain ne s'y est pas trompé. Il s'occupe de la nouvelle géopolitique du monde pour assurer que les relations diplomatiques évoluent en fonction des intérêts américains à garantir un accès sûr et fiable à l'énergie. L'accord de Genève en décembre 2014 ou l'appel de l'Iran lancé à Davos aux compagnies pétrolières pour qu'elles reviennent investir en Iran illustre cette tendance.

6. Le charbon et le changement climatique

Quant au charbon, sa production et sa consommation sont en constante évolution dans le monde. Il est abondant, bien réparti à travers le monde et exempt de risques géopolitiques. Le recours au charbon est important en particulier dans l'économie chinoise. L'augmentation de la part du charbon dans le mix énergétique mondial pose toutefois la question de son impact

sur le changement climatique. Si l'Europe a connu une baisse des émissions de carbone, en partie due à la crise économique, le reste du monde connaît une progression impressionnante des émissions de CO₂. Comment inverser la tendance ? Comment espérer convaincre Chinois et Indiens de réduire leurs émissions de CO₂ ? Ce sera, probablement, l'un des enjeux de la COP 21 à Paris.

Discussion

- Comment les grandes entreprises énergétiques européennes régissent-elles à l'Union de l'Energie ?
- Comment envisager une politique énergétique plus ou moins commune dans l'UE eu égard aux règles de concurrence chères à l'UE ?
- Concernant le hub gazier en Méditerranée, comme le gaz circulera-t-il ?
- Quel sera l'impact du développement du gaz de roche mère sur les émissions de CO₂ ?
- Avec la convention sur le droit de la mer, y a-t-il des prospections en Europe ?
- L'UE envisage de se concentrer sur les infrastructures : qu'est-ce que cela implique concrètement ?
- Au sein de la Commission Européenne, quel bilan fait-on du marché de l'électricité en Europe ?